



ARRETE DU MAIRE N°2026_106 Portant réglementation de la circulation

Le Maire de la commune de Corcoué-sur-Lognon,

VU le code de la route, notamment ses articles L110-1 et suivants, R411-1 et suivants, R413-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 et suivants ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié ou complété, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU le code de la voirie routière et notamment les articles L113-1 et R113-1 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre I - 1ère et 8ème parties, relative à la signalisation temporaire ;

VU la demande formulée en date du **25/06/2026** faite par **l'entreprise de travaux public ATDV** ;

VU le règlement de voirie en vigueur de la Communauté de Communes Sud Retz Atlantique ;

CONSIDERANT que pendant les travaux d'implantation d'un réseau d'irrigation, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation.

ARRETE

Article 1^{er} : la circulation sur la **Voie communale N°7 des Ardillers au lieu-dit La Mignerie** se fera par alternat par panneaux B15/C18.

Le mercredi 1 juillet 2026

Toutefois, pour des raisons techniques ou climatiques les travaux pourront se prolonger jusqu'au **vendredi 3 juillet 2026**.

Article 2 : La signalisation sera posée et déposée par le demandeur.

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services de la commune de Corcoué-sur-Logne, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, tout agent de force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Corcoué-sur-Logne,
Le 29 juin 2026.

**Pour la Maire, l'Adjoint délégué,
M. Gaillard Patrick.**



Ampliation :

- Gendarmerie (Brigade de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu)
- Délégation du pays de Retz
- Demandeur

Publié sur le site internet ou notifié le **1 JUIL. 2026**

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il a été rendu exécutoire.